



HAL
open science

La bataille de Strasbourg : luttes, ajustements, et (non-)alliances en vue de la conquête du pouvoir local

Sébastien Michon

► **To cite this version:**

Sébastien Michon. La bataille de Strasbourg : luttes, ajustements, et (non-)alliances en vue de la conquête du pouvoir local. Rémi Lefebvre, Sébastien Vignon. Démobilisation électorale dans la France urbaine. Les élections municipales 2020,, Presses universitaires de Rennes, pp.207-220, 2023, Res Publica, 9782753588608. hal-04268127v2

HAL Id: hal-04268127

<https://hal.science/hal-04268127v2>

Submitted on 3 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La bataille de Strasbourg : luttes, ajustements, et (non-)alliances en vue de la conquête du pouvoir local

Sébastien Michon (CNRS, SAGE)

Les municipales de 2020 constituent un cas d'étude de la recomposition du champ politique à la suite de la présidentielle de 2017, et des luttes parfois âpres pour la conquête du pouvoir local. De 2008 à 2020, Roland Ries dirige la ville en s'appuyant sur une alliance assez classique du PS avec EELV, son partenaire privilégié localement depuis les municipales de 2001. Cette configuration de prime abord stable se complexifie pendant toute la durée du dernier mandat de Ries. Tout en restant dans la majorité – et en conservant postes et attributions –, plusieurs adjoints et conseillers municipaux quittent leur parti et leur groupe d'origine pendant le mandat. Ce sont des adjoints issus ou proches du PS qui rejoignent LREM en 2017 (Alain Fontanel, Nawel Rafik-Elmrini, Olivier Bitz, Christel Kohler). Ce sont aussi des élus issus de différentes tendances situées à l'aile gauche du PS qui quittent le parti entre 2015 et 2017, et fondent un think tank (le Laboratoire citoyen pour Syamak Agha-Babaei) ou un groupe municipal (la Coopérative pour Paul Meyer et Jean-Baptiste Gernet). Enfin, ce sont des élus du groupe EELV qui rejoignent le groupe de la Coopérative en 2017 (Éric Schultz, Edith Peirotes), et le quittent en 2018. À noter que le maire lui-même est exclu du PS à l'automne 2019 à la suite d'une tribune parue dans *Le Journal du dimanche* (le 19 octobre) où il appelle à la création d'un « pôle de gauche dans la majorité » gouvernementale d'Emmanuel Macron. Malgré des positions en porte-à-faux et des crispations en coulisse, la majorité ne se disloque pas pendant la durée du mandat. Tous y ont intérêt dans la mesure où aucun adjoint et vice-président de l'Eurométropole (EMS) ne souhaite perdre ses attributions. Un consensus se fait donc pour maintenir une unité de façade ou du moins faire bonne figure. Néanmoins, les tensions larvées, les concurrences et les inimitiés, se font jour à l'approche du scrutin des municipales¹. Conséquence de la recomposition politique nationale et locale, des adjoints de Ries prennent place sur 4 listes différentes. L'opposition n'est pas en reste, elle aussi touchée par l'éclatement de l'offre politique depuis 2017. Des colistiers de Fabienne Keller, battue par Ries en 2008 et 2014, se trouvent sur 2 listes différentes : sur la liste de Jean-Philippe Vetter ceux restés à LR, sur la liste de Fontanel, le premier adjoint de Ries ceux qui dans le sillage de Keller ont rejoint Agir ; pour les proches de Keller, l'adversaire de 2014 est devenu l'allié de 2020.

L'analyse des élections municipales à Strasbourg permet de mettre en évidence trois caractéristiques : une offre électorale éclatée dont les protagonistes ont souvent une histoire commune ; l'investissement différencié d'enjeux municipaux au cours de la campagne dans le but de se distinguer de ses proches concurrents ; enfin les résultats et les rebondissements parfois spectaculaires avant et après le 2^e tour². Dans un contexte électoral saturé par le mot

¹ Elles trouvent pour une part leur source en 2000 lorsque Catherine Trautmann, évincée du gouvernement Jospin, a récupéré ses mandats de maire et de présidente de la métropole. Son refus de laisser l'un des deux postes à l'intérimaire Roland Ries a provoqué de fortes tensions au sein du PS et la candidature dissidente aux municipales de 2001 d'un ancien adjoint (Jean-Claude Petitdemange). En se maintenant au 2^e tour, ce dernier a contribué à la défaite de Trautmann et à la victoire de Fabienne Keller (voir Anquetin, 2015).

² Ce chapitre repose sur une enquête menée à Strasbourg depuis octobre 2019. Au cours de la campagne électorale, j'ai dépouillé les programmes, observé les débats, suivi au quotidien la campagne sur les réseaux sociaux et dans la presse locale (*Dernières nouvelles d'Alsace* et *Rue89 Strasbourg*), et eu de nombreuses discussions informelles ou « off » avec des acteurs de la campagne (journalistes locaux, candidats, collaborateurs d'élu et militants). J'ai

d'ordre du renouvellement, la séquence étudiée amène plutôt à souligner des régularités, entre autres à quel point les alliances et les prises de position demeurent le produit de l'état des concurrences entre les compétiteurs (Gaxie et Lehingue, 1984).

Une offre électorale éclatée

Au terme d'un faux suspense entretenu sur les réseaux sociaux, Alain Fontanel annonce sa candidature le 15 octobre 2019. Ce conseiller référendaire à la Cour des comptes de 51 ans, premier adjoint de Ries, est présenté dans l'espace politique local comme « le dauphin » du maire ou « le maire bis », et ce depuis plusieurs années. Il a occupé une place centrale au cours des 12 dernières années : adjoint au maire (2008-2014), conseiller régional (2010-2015), enfin premier adjoint et vice-président de l'EMS (2014-2020). Membre du Conseil national du PS (2008-2014), il a néanmoins des difficultés à s'imposer au sein du PS local, faisant face à la forte concurrence à la fois des soutiens ou ex-proches de l'ancienne maire Catherine Trautmann. L'avènement du candidat Macron en 2017 et la déliquescence du PS représentent pour lui une opportunité pour se distinguer de ceux-ci et les marginaliser. Le soutien à Emmanuel Macron en 2017 est d'autant plus évident qu'ils sont socialement proches : ils sont énarques tous les deux, et la femme de Fontanel (Marie), inspectrice des affaires sociales, est une camarade de promotion d'E. Macron à l'ENA ; elle deviendra sa conseillère à l'Élysée sur les affaires sociales entre 2017 et 2020.

Dans le sillage du candidat Macron à la présidentielle, il se présente comme ni à gauche ni à droite, et rassemble tous ceux qui y voient un intérêt, du centre droit au centre gauche, et même à gauche : des élus sortants PS passés LREM, des élus non encartés, des militants LREM, des membres du Modem (dont la collaboratrice du député Waserman), du Mouvement *Radical* social libéral et d'Agir (les proches de Fabienne Keller), un ancien soutien de Mélenchon en 2017 (Marc Philibert) et deux ex-proches de Benoît Hamon (Paul Meyer et Jean-Baptiste Gernet, anciens dirigeants du MJS) en conflit larvé depuis plusieurs années avec les dirigeants du PS local. Afin de ne pas être étiqueté « candidat macroniste » et d'être suspecté de surfer sur la vague du renouvellement – qu'il ne symbolise pas explicitement –, il s'attache à travailler son image. Il multiplie pour cela les interventions sur les réseaux sociaux relatives à son quotidien, ses passions (le Racing club de Strasbourg), sa famille (il a 3 jeunes enfants) et son mode de vie (il défend les déplacements à vélo). Il met également en valeur la forte présence (« 80% ») de personnes issues de la « société civile » au sein de sa liste. Tout dépend bien sûr de la manière dont on définit cette catégorie, néanmoins ce mot d'ordre est illustré par la présence de « novices » de la politique électorale aux premières positions sur la liste : Laetitia Hornecker (2^e), gérante-maraichère ; Alain Beretz (3^e), ancien président de l'université de Strasbourg ; Anja Linder (4^e), harpiste qui a perdu l'usage de ses jambes en 2001 à la suite de l'effondrement d'un platane sur le public d'un concert qui se tenait dans un parc de la ville ; Marc Philibert (5^e), directeur d'un centre socio-culturel ; Jamila Mayima (6^e), conseillère Pôle emploi et vice-présidente d'un centre socio-culturel ; Martin Guillaumé (7^e), paysagiste et président d'une association de production de jeunes plants pour accompagner le processus de végétalisation de la ville. Placés devant, ils contribuent à faire oublier les élus sortants et dirigeants de partis nombreux à partir de la 9^e place.

Face à lui, le PS présente une liste composée de « 50% seulement de militants du parti ». Prenant acte d'un désir de renouvellement exprimé par les électeurs en 2017, le PS construit

également réalisé une prosopographie des candidats des 4 principales listes et plus d'une vingtaine d'entretiens avant et après l'élection avec des candidats et des membres des équipes de campagne.

une liste avec une part non négligeable de personnes racisées et issues des quartiers populaires de la ville, ainsi que de personnalités de « la société civile ». Salah Koussa, directeur d'un magasin d'électroménager dans un quartier populaire dans lequel il a grandi, en est un symbole. Initialement favoris pour diriger la liste, le président de l'EMS, Robert Herrmann, et l'ancien député, Philippe Bies, abandonnent avant et après l'été. C'est Mathieu Cahn, 44 ans, autre adjoint de Ries, qui est désigné tête de liste le 10 octobre. Diplômé de Sciences Po Strasbourg, attaché territorial, premier fédéral du PS, successivement collaborateur politique et élu (adjoint en charge de l'animation, vice-président de l'EMS et conseiller départemental), il présente pour ses adversaires un profil « d'apparatchik ». Plusieurs adjoints et conseillers sortants le suivent sur la liste (Serge Oehler, Anne-Pernelle Richardot, Annick Neff, Jean-Baptiste Mathieu ainsi qu'Eric Schultz, l'ancien élu EELV). Catherine Trautmann, vice-présidente de l'EMS, ancienne maire de Strasbourg et ministre de la Culture (1997-2000), est positionnée en 2^e position. À la surprise générale, le 5 février 2020, Trautmann, 69 ans, récupère la tête de liste, soit moins de six semaines avant le premier tour. Cahn explique qu'il se retire afin de pouvoir se « défendre publiquement » dans le procès d'un de ses collaborateurs de la Maison des associations, dont il était le président (procès où il n'est pas poursuivi). Des observateurs évoquent un changement pour faire mieux que les 9% attribués par le premier sondage publié fin janvier, et « sauver les meubles... ou plutôt des postes ».

À gauche, une autre liste se structure dès le mois de septembre : la liste « écologiste et citoyenne » (Acabo, 2020). Elle est pensée et construite par EELV avec un élu de la majorité issu du PS : Agha Babei. Ancien dirigeant de l'UNEF et ancien des courants Mélenchon et Emmanuelli, cet élu de la majorité depuis 2008, médecin-urgentiste de profession, a quitté le PS en 2015 et fondé un think tank : le labo citoyen. La tête de liste des Verts en 2008 et 2014, Alain Jund, critiqué au sein de son parti, accepte, tout en restant très présent en coulisse, de laisser la place à l'une de ses proches : Jeanne Barseghian, 40 ans, conseillère municipale et communautaire sortante. Titulaire d'un master en droit de l'environnement, membre d'EELV depuis 2013, elle est aussi une ancienne collaboratrice du groupe des Verts à la Région Alsace. Les promoteurs de la liste veillent à ne pas construire une liste uniquement EELV en mettant en place une large alliance à gauche (labo-citoyen, PCF, Place publique, Générations, Parti animaliste et Mouvement des progressistes), et un cadrage « citoyen », permettant de symboliser un renouvellement, aussi bien dans la composition de la liste, la désignation des candidats que la construction du programme. J. Barseghian est désignée tête de la liste le 5 octobre par une « assemblée citoyenne » d'une centaine de personnes. Présentée comme citoyenne, la liste demeure structurée autour d'organisations partisanes. Figurent sur la liste les dirigeants locaux d'EELV, collaborateurs politiques ou adjoints et conseillers sortants (Marie-Dominique Dreysse, Alain Jund, Pierre Ozenne, Silvio Philippe, Abdelkarim Ramdane, Françoise Schaezel, Jean Werlen), des membres du Labo citoyen, des dirigeants de Place publique (Alexandre Feltz, conseiller sortant, Salem Drici, Patrice Schoepff) et de Génération-s (Ada Reichhart, conseillère sortante, et Sophie Dupressoir, candidate aux européennes 2019 sur la liste la liste Génération-s). Y figurent aussi des « novices » de la politique électorale qui, en tant qu'acteurs du milieu associatif et des collectivités territoriales, partagent un profil « d'initiés » de la politique locale.

À droite, la liste des Républicains est dirigée par Jean-Philippe Vetter, 40 ans, élu municipal sortant et assistant parlementaire de Geoffroy Didier au Parlement européen depuis 2017. Après des études de STAPS puis un master 1 de science politique, il est devenu responsable départemental des jeunes populaires, puis pendant 9 ans collaborateur de Fabienne Keller (d'abord au groupe des élus à la ville puis en tant qu'attaché parlementaire). Il construit une liste avec les principaux dirigeants locaux de son parti et de l'UDI (entre autres, l'ex député Jean-Philippe Maurer, les conseillers régionaux Elsa Schalck et Pascal Mangin, l'eurodéputée

Anne Sander). S'il endosse le cadrage du renouvellement, c'est pour appeler à une « vraie alternance » à la tête de la ville, puisque contrairement à Fontanel, Cahn et Barseghian, il n'est pas issu de la majorité sortante.

À l'extrême droite enfin, le RN présente une liste qui peine à rassembler 65 noms et à émerger ensuite. Désigné tête de liste le 16 octobre avec l'objectif de se maintenir au 2^e tour, Thibault Gond-Manteaux se retire le lendemain, à la suite de la divulgation sur les réseaux sociaux de sa condamnation en 2012 pour participation à des actes à caractère raciste. C'est seulement le 18 décembre qu'Hombeline du Parc (45 ans) est présentée publiquement comme la tête de liste. Inscrite dans une autre commune, elle n'est pas en mesure de voter pour sa liste, et demeure en retrait tout au long de la campagne. Les autres listes apparaissent d'emblée plus périphériques, et sans grands moyens humains et financiers³.

Ajustements sur des enjeux politiques au cours de la lutte électorale

Bien que recomposée, l'offre électorale reste structurée par des logiques sociales bien connues (Gaxie, 2003) : les listes sont très majoritairement composées de candidats issus des catégories sociales supérieures, et elles développent des points de programme avec l'objectif d'incarner des préoccupations de leurs électeurs. Les principales listes s'accordent sur la nécessité de consolider Strasbourg comme capitale de l'Europe et d'encadrer les locations Airbnb. Ces « discours sans adversaire » (Juhem, 2001), qui ne permettent pas de se distinguer, sont rapidement sous mobilisés au profit d'autres enjeux plus discutés.

Un premier clivage est celui, classique, entre droite et gauche, entre les thèmes habituels des uns (sécurité, fiscalité et attractivité économique) et ceux des autres (social et éducation). Sur cet axe de différenciation, le favori Fontanel désormais centriste joue les équilibristes en essayant d'être présent et mesuré sur les divers enjeux, au risque de passer pour « tiède » et « effacé » selon ses adversaires. Classée à droite et à l'extrême droite, la sécurité est un enjeu de la politique municipale devenu classique (Freyermuth, 2013). Il est très présent au début de la campagne, à la suite du réveillon du 31 décembre 2019 au cours duquel 220 véhicules sont incendiés. Le lendemain, Vetter (LR) fait le tour des quartiers populaires, et demande des mesures adaptées, photo à l'appui le montrant en pleine discussion avec des habitants devant des voitures calcinées : « *Ça suffit ! Plus de 220 voitures ont été brûlées pendant le Réveillon à #Strasbourg, du jamais vu depuis plus de 20 ans. Je frapperai vite et fort pour casser cette culture de la délinquance et de l'impunité.#Vetter2020* »⁴. La droite essaye d'imposer la sécurité dans le débat public les jours qui suivent en relevant les condamnations tardives de Fontanel et plus encore de Barseghian. Mais, dès la mi-janvier, la sécurité passe au second plan.

Thème également classique à droite, mais aussi au centre, la fiscalité ne fait pas non plus l'objet d'une forte mobilisation, en dehors de l'engagement de ne pas l'augmenter. Il faut dire que la dette est en nette baisse depuis 2014. Plus que sur la sécurité et la fiscalité, le candidat LR va positionner sa campagne sur le rayonnement économique et l'attractivité de la ville, qu'il relie au sport professionnel, au tourisme, à la lutte contre le chômage, et à la défense des commerçants : « Strasbourg doit rayonner », « Strasbourg ne doit plus être la belle endormie »,

³ Au centre, une adjointe de Ries, Chantal Cutajar, 61 ans, ancienne du Modem, se déclare également candidate à la tête d'une liste « citoyens engagés ». Le chef d'entreprise, Patrick Arbogast, candidate également. Enfin, à gauche, on retrouve la liste Strasbourg en commun (LFI, Générations) du jeune Kevin Loquais (29 ans), et plusieurs listes d'extrême gauche : Strasbourg anticapitaliste et révolutionnaire (NPA), Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs (LO), et Strasbourg 100 % services publics.

⁴ Source: compte twitter de J.-P. Vetter.

« Je veux que Strasbourg soit une ville attractive. L’attractivité c’est faire venir des chefs d’entreprises qui créeront de l’emploi, c’est faire venir des touristes et des étudiants qui consommeront en ville ». Si sur ce point les listes Barseghian et Fontanel proposent des mesures qui font écho au quotidien des habitants (respectivement « revitaliser le commerce de proximité », « créer un grand marché couvert permanent »), la liste LR, elle, multiplie les propositions en la matière, ciblant explicitement les commerçants et les entrepreneurs : « créer un fonds de 10 M€ pour les commerces du centre-ville ; nommer un « Monsieur Attractivité », représentant de Strasbourg auprès des entreprises et investisseurs allemands ; créer une pépinière d’entreprises et start-up à vocation transfrontalière ; faire de Strasbourg une capitale du digital. »

À gauche, le programme et la campagne des listes PS et écologiste sont davantage articulés au social et à l’éducation. La liste écologiste multiplie les références à des mots d’ordre d’associations de secteur social (« le droit au logement »), et s’engage sur des places pour sans-abri et pour femmes violentées. La liste PS centre plus ses propositions sur l’éducation, avec la création de places d’accueil petite enfance et d’une caution solidaire pour « permettre aux étudiants modestes d’accéder à un logement décent ». Elle se distingue en étant la seule à faire le lien entre usagers, structures associatives et éducatives et secteur économique, avec la construction d’équipements culturels et sportifs (cinémathèque, gymnases, terrains de sport extérieurs et skate parc). À l’inverse, la liste LR évoque peu de nouveaux équipements, forcément « coûteux », ainsi que l’éducation et les politiques sociales, souvent associées de ce côté du spectre politique à « l’assistantat » (Dubois et Lieutaud, 2020). La liste Fontanel est également prudente sur le social et la construction d’équipements ; elle se limite à des mesures de qualité de vie en direction des enfants, cause là aussi peu clivante : outre la présence d’un ATSEM par classe en maternelle qui fait consensus à gauche, il s’agit de l’ouverture des médiathèques le dimanche, et la gratuité des transports en commun pour les sorties scolaires.

Outre cette distribution des enjeux assez habituelle, la différenciation entre les listes va porter particulièrement sur l’environnement et sa traduction. Parce qu’il est évoqué par tous et parce qu’il fait l’objet de nombreux investissements, ajustements et distinctions au fur et à mesure de la campagne, l’environnement s’impose comme un enjeu pivot. Il est dès le départ au centre du débat. Cette unanimité est relevée par Barseghian lors du premier débat entre têtes de liste à Sciences Po le 28 janvier. Elle s’en félicite avec ironie, et fait référence à des formes de greenwashing opportunistes : « que l’on ne se trompe pas, l’écologie c’est nous », déclare-t-elle, « on sera la seule liste à faire de l’écologie après l’élection ». Pour se démarquer, elle répète à chaque intervention ou presque une montée en généralité sur l’urgence écologique, annonçant son souhait de signer le lendemain de son élection un état d’urgence climatique. Afin d’éviter une monopolisation par les écologistes, les autres listes s’approprient l’enjeu, et le requalifient en cherchant à se distinguer sous la forme de propositions concrètes et quotidiennes qui renvoient à la qualité de vie et à des politiques publiques classiques (transports-mobilités, urbanisme, logement, école).

Ainsi, les mobilités sont surinvesties par toutes les listes : développement de pistes cyclables, extension du Tram, création d’un réseau interurbain sur le modèle du RER, renouvellement du parc de bus avec des véhicules moins polluants, mesures d’encouragement à l’usage du vélo et des transports en commun. En ce sens, plusieurs candidats proposent de réviser la tarification (Fontanel) voire la gratuité certains jours (le dimanche pour Vetter) ou de manière permanente pour les mineurs et les seniors de 65 ans et plus (Trautmann), ou les moins de 18 ans ou moins de 25 ans sans revenus (Barseghian). La limitation de la bétonisation de la ville associée à la multiplication d’îlots de chaleur est elle aussi liée aux préoccupations quotidiennes. Les candidats des principales listes évoquent la plantation d’arbres, la création de parcs ou encore la déminéralisation des cours d’école. D’autres propositions symbolisent cette traduction de la

thématique environnementale par des propositions relatives à l'amélioration de la qualité de vie quotidienne : le développement du bio dans les cantines et de circuits courts, la rénovation thermique des logements, et pour les écologistes, l'amplification de la politique du sport-santé sur ordonnance, la généralisation du compostage, ou encore la suppression des pesticides et du plastique à usage unique.

Ces propositions font consensus, même à droite puisque Vetter vante les circuits courts et l'action des maraîchers locaux – dont l'un d'eux figure sur sa liste – et propose la plantation de 500 000 arbres en 10 ans dans l'EMS, s'inspirant du projet « Green City » de la ville de Milan. Le candidat LR se démarque rapidement avec des propositions en direction des automobilistes : un projet de parking souterrain au centre-ville à quelques encablures de la cathédrale – projet qui plaît aux commerçants présents sur sa liste –, et le retour à deux fois deux voies d'une grande artère de la ville (l'avenue des Vosges), passée fin 2018, sous l'impulsion des adjoints sortants Fontanel et Gernet, de deux fois deux voies à une fois deux voies avec l'ajout d'une piste cyclable de chaque côté.

Le candidat Fontanel se caractérise par un investissement inégal de l'enjeu environnement au cours de la campagne. Conscient de l'importance du thème pour séduire l'électorat de centre gauche (« les bobos du centre-ville » dit un de ses conseillers), qui a pour une large partie voté pour Macron en 2017, il démarre sa campagne avec des propositions sur les mobilités douces, les circuits courts, ou la qualité de vie, reprenant certains thèmes du programme de la liste écologiste ; son slogan « un bouclier vert pour mieux vivre » n'est pas sans rappeler le « bouclier écologique et social » de Barseghian. Avant sa déclaration de candidature, il organise un débat avec des « experts » et des « citoyens » sur la qualité de l'air. Il fait également sa toute première vidéo de campagne sur la critique de la bétonisation au bord d'un canal, là même où il souhaite créer un parc. Mais en février, après la sortie du sondage qui le place au coude à coude avec la liste écologiste, il adopte une tonalité différente en prônant une écologie « pragmatique, ancrée dans le quotidien, sans pour autant être punitive et idéologique » : « *Ma liste comporte plusieurs personnalités actives dans l'écologie réelle* » déclare-t-il dans un titre de la presse classé à droite⁵. La rupture est nette mi-février lorsqu'il change de positions sur deux dossiers relatifs à la présence des voitures à Strasbourg dont il s'était pourtant occupé en tant qu'adjoint : il prône désormais le stationnement gratuit en midi et deux, mais aussi le retour à deux fois deux voies de l'Avenue des Vosges. Il reprend là deux mesures fortes de Vetter, provoquant les sarcasmes de celui-ci sur les réseaux sociaux :

« J'aime cette campagne ! Je propose la gratuité du stationnement entre midi et deux : une semaine après, je suis imité. Je m'oppose au tram avenue des Vosges : une semaine après, je suis imité. Je vous propose de voter pour un candidat qui a des convictions et qui assume ses choix ! Parce que voir ceux qui ont géré la ville depuis 12 ans proposer de défaire tout ce qu'ils ont fait, ce serait presque drôle s'il n'était pas question de l'avenir de notre ville. »⁶

Ce changement de prise de position est à rapporter au déplacement de Fontanel dans l'espace politique pendant la campagne. Si, à l'automne, Fontanel cible l'électorat de centre gauche avec une ouverture au centre droit, le soutien de LREM et son absence de positionnement contre la réforme des retraites concourent à en faire petit à petit le candidat de Macron. Les soutiens des listes écologistes et socialistes le rappellent sans cesse, de même que les journalistes locaux qui évoquent chaque semaine les dégradations de son local de campagne par les manifestants contre la réforme des retraites. Situé Quai des bateliers au centre-ville, sur le parcours habituel des manifestations, la devanture de son local est la cible des manifestants qui y collent des autocollants anarchistes ou syndicaux et prennent ensuite des photos qu'ils postent sur les

⁵ Source : *Décideurs magazine*, 3 mars 2020.

⁶ Source : page Facebook de Vetter, 18 février 2020.

réseaux sociaux. Ce jeu devenu rituel de manif devient un « marronnier » pour les journalistes locaux, ce que la déviation du parcours de la manifestation par les autorités ne fait qu'entretenir. C'est dans ce contexte que plusieurs jeunes mobilisés contre la réforme des retraites et celle des universités (LPPR) s'introduisent à la cérémonie des vœux de Fontanel le 30 janvier pour y mener une action consistant à interrompre le discours du candidat en scandant des slogans contre les réformes en cours. Le service d'ordre intervient et évacue les militants en les molestant quelque peu. Ce moment, filmé par des militants, est repris sur les réseaux sociaux, mais aussi par la presse locale. Il s'agit là d'un basculement dans la campagne, à la fois dans l'opinion publique, mais surtout dans son équipe comme l'explique l'un de ses membres :

« Au départ, c'était une campagne de centre gauche. Et après, y a le candidat de Macron qui prend le dessus. Ça bascule avec les gilets jaunes, les retraites, on bascule dans le candidat LREM avant tout. Ce qui en termes d'espace politique nous réduit un peu et surtout nous oriente vers la droite. [...] Au début, on essaye de s'imposer sur la question environnementale. Et après on bascule sur les thèmes un peu régaliens macronistes : l'Europe, le développement économique, l'entrepreneuriat, l'accessibilité, l'aéroport, handicap aussi. [...] L'espace se réduit, car y a Trautmann aussi qui revient. Et on voit, à un moment donné, qu'on a beaucoup de mal à imprimer au-delà du candidat Macron. La bascule c'est la cérémonie des vœux d'Alain Fontanel aux Strasbourgeois. On organise un événement à la Hall du marché de Neudorf, avec un peu de musique, une petite scène au ras du sol, peu de moyens techniques, on essaye de faire des ambiances hall de marché en lien avec notre programme. On fait du jus de fruits bio, de la soupe. On joue le côté bobo, centre gauche, Neudorf. Y a à peu près 700 ou 800 personnes. [...] Et l'événement est perturbé par des militants gilets jaunes, extrême gauche, plutôt extrême gauche, milieu étudiant. [...] Y a un papier le lendemain, ça parle du discours, mais ce qui imprime dans la ville, les gens qui sont venus et qui sont pas venus, c'est « c'est terrible vous avez été emmerdés », ou alors « votre boîte de sécu qui a gazé les manifestants machin ». [...] En fait, l'incident a plus imprimé que ce qu'on voulait transmettre. Du coup, ça a été la bascule. C'est là qu'on prend conscience que l'espace est réduit. Finalement, on se fait éjecter du centre gauche. »⁷

L'équipe de Fontanel prend donc conscience de son « espace » non pas au centre gauche, mais au centre droit. L'étiquette LREM est synonyme de fermeture de l'espace à gauche, compte tenu de l'offre électorale à gauche et de la translation vers la droite de Macron et son gouvernement, sans pouvoir espérer une ouverture très large à droite compte tenu de la liste LR et de l'étiquette d'ancien socialiste.

Abstention massive et alliances avec la droite

Comme partout en France, la fin de la campagne du 1^{er} tour a une tonalité particulière avec la propagation du coronavirus : les candidats annulent leur meeting, et la tenue du scrutin est un temps incertaine.

Comme dans d'autres villes, le taux de participation à Strasbourg est en net retrait par rapport au scrutin de 2014 (34,37% au 1^{er} tour et 36,66% au 2^e tour, contre respectivement 49,68% et 54,72% au 1^{er} et 2^e tour en 2014) et plus encore par rapport au 2^e tour de l'élection présidentielle de 2017 (74,12%). Le scrutin est toutefois disputé : au 1^{er} tour, 4 listes atteignent entre 18% et 28% (voir tableau en annexe). Les listes PS (19,77%), LR (18,26%) et écologistes (27,87%) font des scores plus élevés que ceux prévus par le sondage BVA/Europe1/Orange du 26 février (de 2 à 3 points), permettant à leurs leaders d'analyser positivement leur score et la bonne dynamique de leur campagne. Fontanel est assurément le grand perdant du 1^{er} tour. Avec un score un peu inférieur à 20%, sa liste apparaît en retrait de 7 points par rapport aux prévisions du dernier sondage, mais aussi des scores à Strasbourg de Macron et des députés LREM en 2017 ou de la liste Renaissance aux Européennes de 2019 (27,75%).

⁷ Entretien, 15 juillet 2020.

Des données sur la structure sociale des électeurs des 143 bureaux de vote de la ville et les résultats du vote rendent compte de la distribution spatialement et socialement clivée du vote⁸. Les beaux quartiers à proximité du quartier européen (Orangerie, Conseil des XV, Robertsau-Wacken), qui regroupent les habitants les plus favorisés, votent massivement pour les listes LREM et, à un degré moindre, LR. Les habitants des quartiers pavillonnaires (Cronenbourg Saint Antoine, Robertsau-Wacken, Meinau quartier des villas, Neuhof-Village), souvent positionnés au pôle économique de l'espace social, se reportent préférentiellement sur la liste LR. Les habitants des quartiers en cours de gentrification du Vieux Cronenbourg, Fronts de Neudorf et de Neudorf-Ouest, et ceux proches du Centre-ville (Gare, Centre, Bourse-Krutenau, Tribunal, Esplanade), au sein desquels les étudiants et les actifs positionnés dans les catégories supérieures et intermédiaires du public sont surreprésentés, plébiscitent la liste écologiste. Enfin, les habitants des quartiers populaires s'abstiennent massivement : l'abstention s'élève à plus de 80% dans 16 bureaux de vote, qui se trouvent tous dans les quartiers à la plus forte densité HLM et aux taux de chômage les plus élevés. La minorité votante se reporte plus souvent sur la liste PS dans les grands ensembles (HautePierre, Cronenbourg, Neuhof), sur la liste RN dans les petites cités HLM (Koenigshoffen, quartier Poteries, Montagne verte, Cités Spach et Rotterdam), et très peu sur les listes LREM et écologiste.

La métropole est, comme souvent une « invitée discrète » de la campagne (Le Saout et Vignon, 2015), n'étant abordée qu'au moment des négociations sur la répartition des postes dans le cadre de fusion de liste en vue du deuxième tour. Fontanel propose ainsi la mairie ou la présidence de l'EMS à Trautmann qui ne donne pas suite, donnant sa priorité à une fusion avec les écologistes. Mais, alors que les directions nationales d'EELV et du PS la demandent, la fusion ne se fait pas. Les écologistes refusent de donner des postes importants (dont la présidence de l'EMS) à Trautmann ou à un autre socialiste, et proposent une répartition non proportionnelle des places. Le 2 juin, Barseghian et Trautmann annoncent à la presse, l'une puis l'autre, l'absence de fusion entre leurs listes, à peu près 3 heures avant l'heure limite de dépôt des listes. Fontanel et Vetter s'engouffrent dans la brèche et déposent quelques minutes avant l'heure limite une liste fusionnée à la proportionnelle ; leur accord porte également sur une répartition des postes clés (à Fontanel la mairie, à Vetter l'EMS). Cette fusion, qui place à nouveau Fontanel au rang de favori, est vivement critiquée par les candidats de gauche, mais aussi par certains soutiens de Fontanel et Vetter. Plusieurs colistiers de Fontanel au 1^{er} tour, présentés comme des personnes issues de la société civile, quittent la campagne. De même, des militants LR, notamment jeunes, se mettent en retrait et expriment leur déception sur les réseaux sociaux. L'alliance surprise est également mal vécue par les journalistes locaux qui déplorent les fausses informations des deux candidats au cours des jours précédents : « Si ça s'ébruitait, ça n'aurait jamais pu être possible. Même s'il n'y avait qu'1% de chance que ça puisse se faire, pour que ça passe... dans le cas où les conditions étaient réunies, il fallait que personne ne pense que ça puisse se passer, surtout pas les journalistes ni les candidats des autres listes⁹ », se défend un colistier de Vetter.

Alors que le duo Fontanel-Vetter mène une campagne de 2^e tour très dynamique, « une action par jour la semaine, et deux le samedi et le dimanche » commente un membre de leur équipe, les soutiens de la liste écologiste mobilisent autour du vote utile à gauche : « la liste écologiste est la seule à pouvoir faire barrage à la droite ». Contrairement aux pronostics¹⁰, le soir du 2^e tour, c'est la liste écologiste qui devance très largement la liste Fontanel-Vetter (41,7% contre

⁸ Ces données Insee (2016) ont été transférées des Iris vers les bureaux de vote par Benjamin Soulet, alors ingénieur à l'EMS. L'analyse évoquée repose sur une analyse en composantes principales qui a permis de représenter un espace social des Strasbourgeois à l'échelon des bureaux de vote et d'y observer la répartition du vote.

⁹ Entretien, 3 juillet 2020.

¹⁰ Voir par exemple, « Quatre scénarios pour le second tour à Strasbourg », *Rue89 Strasbourg*, 17 juin 2020.

34,95%) et la liste Trautmann (23,3%). Vote utile en faveur de la liste écologiste pour faire barrage à la liste de droite, mauvais report des électeurs LREM sur la liste fusionnée, les interprétations fleurissent dans l'espace public à la suite de la publication des résultats. Les projections sur les bureaux de vote apportent un éclairage : la liste Fontanel fait ses meilleurs scores dans les bureaux traditionnellement à droite, et pas nécessairement parmi ceux qui ont voté en faveur de Macron au premier tour de la présidentielle de 2017. Parmi les votants de juin 2020, certains électeurs de Macron semblent s'être reportés sur Barseghian et Trautmann. La liste écologiste profite d'un vote utile à gauche, d'un mauvais report des électeurs de Macron en 2017 sur la liste Fontanel, ainsi que d'une forte abstention des électeurs du centre et de la droite. En effet, le différentiel de participation entre d'une part la présidentielle de 2017 et les élections européennes de 2019 et d'autre part chacun des deux tours des municipales de 2020 est nettement plus important dans les bureaux ayant voté massivement pour les listes soutenues par LREM et LR, qui sont aussi ceux avec une surreprésentation de personnes de plus de 65 ans ; on peut y voir un effet de la crise sanitaire auprès d'un électorat âgé et de droite.

Barseghian s'attache ensuite à construire une majorité à l'EMS. L'attelage proposé repose sur un trio : une présidente, Pia Imbs, maire de centre droite d'une des plus petites communes de l'EMS (Holtzheim), et deux présidentes déléguées (Barseghian et Dambach), maires des deux plus grandes villes de l'EMS (Strasbourg et Schiltigheim). Elles s'allient à des maires de petites communes et de villes moyennes, pour la plupart divers droites, qui rejoignent le bloc en échange d'une vice-présidence sur un domaine d'action publique dominé (sport, démocratie locale). Fréquente dans les intercommunalités (Desage et Guéranger, 2011), cette « trêve gauche-droite » qui est une alliance entre les désormais dominants de l'intercommunalité (les écologistes strasbourgeois) et des dominés (des maires des plus petites communes) permet aux écologistes d'isoler leurs concurrents strasbourgeois aussi bien au centre, à droite, qu'à gauche. L'un des arguments des écologistes est de ne pas dépendre du PS – qui a pourtant rejoint la majorité le jour de l'investiture de Barseghian –, jouant ainsi la même partition que le PS local en 2014, lorsque Hermann avait construit sa majorité à l'EMS avec des maires de droite et non avec les écologistes de la majorité municipale.

La séquence des municipales à Strasbourg a été inédite au regard de l'offre politique éclatée, des fusions et non-fusions de listes, mais aussi, et surtout du contexte sanitaire (un écart de trois mois et demi entre les deux tours, une campagne de 2^e tour de quatre semaines au lieu d'une seule habituellement, sans compter une adaptation des pratiques de campagne). Cependant, l'analyse de l'offre électorale, des enjeux municipaux et du déroulement de la campagne, montre bien à quel point les alliances et non alliances ainsi que les investissements différenciés sont à rapporter à la configuration politique et à l'état de concurrence entre les compétiteurs. Les espaces politiques locaux sont des espaces de luttes, qui sont le produit du champ politique national, mais aussi de l'histoire politique locale. Se pose désormais la question de l'exercice du pouvoir par la majorité écologiste. Au cours des premières semaines de gouvernement, les écologistes semblent moins préparés à l'exercice qu'à la conquête du pouvoir ; ceux-ci assumant « le droit à l'expérimentation¹¹ ». La mise en place est d'autant moins aisée que la majorité fait face à une opposition très offensive. Menée par des élus et des collaborateurs politiques expérimentés, celle-ci s'attache depuis l'élection à rappeler la légitimité fragile de la majorité municipale, élue avec un taux d'abstention record (plus de 60%). Elle met aussi en scène des retards dans l'action publique (composition du cabinet de la maire, mise en place de plusieurs instances, comme les conseils de quartier, et prise de décision sur certains dossiers), ainsi que d'éventuelles contradictions entre le programme de la liste écologiste et sa mise en

¹¹ Intervention de Jeanne Barseghian lors du conseil municipal du 21 septembre 2020.

œuvre, du point de vue notamment de l'absence de concertation, à la fois de l'opposition municipale et des citoyens. Néanmoins, la maire et ses adjoint.e.s endossent petit à petit leur rôle, avec plus ou moins d'aisance selon leurs parcours. Et, au-delà du mot d'ordre du renouvellement, ils travaillent assez classiquement leur ancrage territorial en investissant les scènes et les institutions locales, en se plaçant au cœur des négociations de listes des scrutins locaux suivants (élections sénatoriales de 2020, départementales et régionales de 2021), et en mettant en place de manière coordonnée des outils de communication. Certains diraient qu'ils se professionnalisent.

Références

- Acabo Marie, 2020, *Se présenter en citoyens. Ethnographie de la campagne des municipales menée par la liste Strasbourg Ecologiste & Citoyenne*, Mémoire de Master Sciences sociales du politique, Sciences Po Strasbourg.
- Anquetin Virginie, 2015. « La domination mayorale. Analyser l'exercice du pouvoir des maires comme une société de cour », *Revue française d'administration publique*, n°154, p. 471-488.
- Desage Fabien et Guéranger David, 2011, *La politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Éditions du Croquant.
- Dubois Vincent et Lieutaud Marion, 2020, « La « fraude sociale » en questions », *Revue française de science politique*, 70(3), p. 341-371.
- Freyermuth Audrey, 2013, « L'offre municipale de sécurité: un effet émergent des luttes électorales. Une comparaison des configurations lyonnaise, niçoise, rennais et strasbourgeoise (1983-2001) », *Revue internationale de politique comparée* », 20(1), p. 89-116.
- Gaxie, Daniel et Lehingue Patrick, 1984, *Enjeux municipaux: la constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF.
- Gaxie Daniel, 2003, *La démocratie représentative*, Montchrestien.
- Juhem Philippe, 2001, « La légitimation de la cause humanitaire: un discours sans adversaires », *Mots. Les langages du politique*, 65(1), p. 9-27.
- Le Saout Rémy et Vignon Sébastien (dir.), *Une invitée discrète : l'intercommunalité dans les élections municipales de 2014*, Paris, Berger Levrault, 2015.

Offre politique municipale 2020

Nom des listes en présence au premier tour	Etiquette(s) partisane(s) / sensibilité politique	Nom et Prénom de la tête de liste	Tête de liste candidate à la présidence de la métropole / CA	Maire sortant oui / non	Score au 1 ^{er} tour (% des s.e)	Présence au 2 ^{ème} tour	Score au 2 ^{ème} tour (% des s.e)	Abstention	
								T1	T2
Strasbourg écologiste et citoyenne	EELV, PCF	Jeanne Barseghian	non	non	27,87 %	oui	41,7%	65,62 %	63,34 %
100 % Strasbourg	LREM, Agir, MoDem	Alain Fontanel	non	non	19,86 %	Unis pour Strasbourg (fusion avec liste LR)	34,95 %		
Un nouveau souffle pour Strasbourg	LR UDI	Jean-Philippe Vetter		non	18,26 %	Unis pour Strasbourg (fusion avec liste LREM)			
Faire ensemble	PS, PRG	Catherine Trautmann	non	non	19,77 %	oui	23,33 %		
Rassemblement pour Strasbourg	RN	Hombeline du Parc		non	6,27%				
Strasbourg en commun	LFI, Génération	Kevin Loquais		non	2,99%				
Citoyens engagés		Chantal Cutajar		non	2,17%				
Égalité active		Patrick Arbogast		non	1,2%				

Strasbourg anticapitaliste et révolutionnaire	NPA	Clément Soubise		non	0,82%				
Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs	LO	Louise Fève		non	0,43%				
Strasbourg 100 % services publics		Mathieu Le Tallec		non	0,3%				